



HAL
open science

L'économie néolibérale comme quasi-religion du capitalisme avancé

Christian de Montlibert

► **To cite this version:**

Christian de Montlibert. L'économie néolibérale comme quasi-religion du capitalisme avancé. "La croyance des dogmes néo-libéraux", in Bastian Jean-Pierre et Messner Francis (dir.), Théologie et sciences des religions en débat. Hommage à Gilbert Vincent, Strasbourg, PUS, 2009, 159 p., pp. 131-145., 2009. hal-03475555

HAL Id: hal-03475555

<https://hal.science/hal-03475555>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

L'économie néolibérale comme quasi-religion du capitalisme avancé.

Christian de Montlibert

*Ce texte, aujourd'hui légèrement modifié, est d'abord paru dans un livre d'hommage à un collègue de l'université de Strasbourg, Gilbert Vincent, Professeur de théologie protestante avec lequel j'avais travaillé à l'organisation de la formation permanente mise en place par l'université. Avec lui et d'autres collègues, nous avons réfléchi sur la formation, l'éducation permanente, les pratiques des travailleurs sociaux, etc. Aborder ces questions nous a conduit à nous interroger sur les raisons et les fondements de la puissance des classes dominantes, de la bourgeoisie, des dirigeants des entreprises, de l'économie néo-libérale, du capitalisme – j'emploie à dessein ces différents termes pour désigner cet univers économique de plus en plus apte et compétent à imposer sa « vision du monde ». En ce sens, à partir de démarches différentes, Gilbert Vincent comme moi –même avons été amenés à penser que la croyance économique était en train de prendre le pas sur tous les modes de raisonnement¹. Relisant *Le Capital* j'ai compris que Karl Marx n'était pas loin d'affirmer que la croyance économique libérale qui justifiait le capitalisme en développement fonctionnait comme une religion ce qui m'a conduit à pousser plus avant cette interrogation.*

Raisonnement économiquement et persuader les dominés que le raisonnement économique est le seul qui soit rationnel et surtout le seul qui soit possible, est devenu, en effet, un moyen efficace d'assurer une domination implacable sans pour autant en assumer la responsabilité. Dans ces conditions, on ne peut que s'interroger sur les fondements de cette assurance que manifestent les dirigeants de l'économie et leurs servants à dire ce qu'est et ce que doit être le monde. Or tout montre que rien n'est plus « arbitraire » que cette affirmation. Même si, grâce au calcul et à la détermination des prix, l'économie néo-libérale a toutes les apparences de l'objectivité, elle n'en repose pas moins sur des croyances dont témoigne l'examen de son programme anthropologique. Les cinq principales assertions sur lesquelles est construite l'économie libérale veulent qu'elle suive sa propre logique et ne soit en rien dépendante des rapports sociaux (I), qu'elle ne se réalise pleinement, grâce à la concurrence, que sur des marchés, lorsque l'offre et la demande s'entendent sur un prix d'équilibre (II) et que la concurrence ne puisse supporter d'être bridée par les limites que lui imposeraient, toujours à tort, des interventions sociales ou des régulations politiques (III). Ces assertions supposent une société faite d'individus et impliquent la primauté de l'intérêt dans la détermination des conduites humaines et la rationalité comme principe d'optimisation de cet intérêt (IV). Cette anthropologie économique conduit ainsi à affirmer la « naturalité » des lois économiques (V)². Reste que ces assertions et ces présupposés ont beau être constamment démentis par les travaux de la psychologie, de la psychanalyse, de l'histoire, de l'ethnologie ou de la sociologie, ils n'en perdurent pas moins tant ils constituent « l'inconscient social » sans cesse réactivé de l'économie. En somme tout laisse penser que l'on est ici dans un univers de

¹ Je donnerai un seul exemple de cette tentative d'imposition : les réformes de l'université conduisent à rapprocher l'enseignement supérieur des « besoins » des entreprises tant ministres, députés, conseillers régionaux, conseillers généraux sont persuadés que l'économie est la seule pratique stable, intangible, qui « gouverne le monde ».

² Il faut ajouter, avec P. Bourdieu², que ce modèle « est l'universalisation d'un cas particulier, celui des Etats-Unis d'Amérique, caractérisé fondamentalement par la faiblesse de l'Etat, qui, déjà réduit au minimum, a été systématiquement affaibli par la révolution conservatrice ultra-libérale ». Bourdieu P., *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil, collection Liber, 2004, P.23.

croyances résistant à toute épreuve de réalité grâce à une réinterprétation permanente³ qui trouve son principe de réalisation « *au fait qu'elle est immergée, embedded, dans une société particulière, c'est-à-dire enracinée dans un système de croyances et de valeurs, un ethos et une vision du morale du monde, bref, un sens commun économique, lié, en tant que tel, aux structures sociales et aux structures cognitives d'un ordre social particulier* »⁴. On n'en finirait pas de montrer en effet l'inanité de cette conception du monde social qui n'y voit qu'un assemblage d'individus isolés ignorant que l'existence de l'individu est une production sociale récente⁵, limitée à une aire culturelle définie et que nombre d'échanges, même dans « les sociétés d'individus »⁶, sont régulés par des groupes divers (familles, bureaux, partis...). De plus, même dans les situations apparemment les plus individualisées, l'agent économique est rarement seul et le plus souvent, son choix a été précédé de consultations et négociations : sur le marché (fut-il le plus transparent, le mieux organisé) ce ne sont qu'exceptionnellement des individus séparés, isolés les uns par rapport aux autres, en un mot interchangeables, qui se rencontrent⁷. Enfin même si la décision d'acheter ou de vendre relève d'un seul individu, elle a été précédée par une construction sociale des goûts et des souhaits, antérieure à la décision⁸, entièrement formée et informée par la construction sociale de l'individu même⁹.

L'anthropologie de l'économie fait aussi la part belle à l'intérêt le plus immédiat supposant la primauté d'un esprit calculateur, passant ainsi sous silence les nombreuses pratiques qui n'obéissent pas à cette conception, et surtout ignorant les autres déterminations. Tout montre en effet que l'intérêt peut prendre des formes très diverses – Emile Durkheim le disait déjà il y a plus d'un siècle « l'homme n'est jamais et partout le même ». L'intérêt ne s'inscrit pas dans une nature humaine universelle (et éternelle) mais s'organise en fonction des enjeux et des luttes sociales (certaines situations sociales peuvent amener à ce qu'on ait « intérêt » à être oblatif¹⁰). Il faut dire aussi que l'économie (trop souvent ignorante des travaux des ethnologues et des historiens) ne s'est, le plus souvent, guère attachée à une analyse précise des réalités empiriques ni à la définition de la validité des indices de mesure des facteurs qu'elle utilise, aussi ne faut-il pas s'étonner que ceux-ci aient été parfois bien indûment transformés en entités douées d'un caractère propre quand ce n'est ouvertement hypostasiés. Ce processus, qui affirme l'universalité des besoins insatiables de la nature humaine et l'intemporalité de la rationalité mise en œuvre pour les satisfaire, a conduit tout logiquement à affirmer que les entreprises comme les individus ont des « besoins » et sont, en

³ Max Weber s'était déjà affronté, tant il est structurellement récurrent, à cette revendication du capitalisme d'être le porte parole et le représentant de la forme la plus achevée de la rationalité ; on sait qu'il a, magistralement, contribué à montrer que ce rationalisme affiché ne peut guère s'appliquer qu'à l'organisation des facteurs de production et encore de manière limitée tant elle n'est jamais totalement indépendante de considérations sociales relevant d'une logique de domination. Mais plus encore il a mis au jour que ce rationalisme n'empêchait en rien le capitalisme de devoir son impulsion à des intérêts imaginaires (d'ordre religieux) et symboliques (relevant de l'honneur social) et surtout de continuer à fonctionner de manière irrationnelle en permettant à quelques uns d'accaparer la plus grande partie de la richesse produite.

⁴ Bourdieu P., *Les structures sociales de l'économie*, Op. Cit., P.22-23.

⁵ Durkheim E. *La division du travail social*. Paris, Alcan, 1932.

⁶ Elias N. *La société des individus*. Paris, Fayard, 1991.

⁷ Garcia M. F. La construction sociale d'un marché parfait : le marché au cadran de Fontaines en Sologne. *Actes Recherche Sciences Sociales*. 1986, n° 65.

⁸ Durkheim E., *La division du travail*, op.cit.

⁹ Durkheim E., *Sociologie et philosophie*, Paris, Alcan, 1924.

¹⁰ Bourdieu P., *L'économie des biens symboliques*, Lyon, GRS, 1994.

même temps, guidées par le calcul¹¹. Cette manière de penser amène à ignorer les effets de « l'habitus », dont Pierre Bourdieu disait qu'il « *est subjectivité socialisée, transcendantal historique dont les schèmes de perception et d'appréciation (les systèmes de préférence, les goûts) sont le produit de l'histoire collective et individuelle* »¹², qui engendre, sans calcul ni projet, tant de réponses qui apparaissent pourtant comme adaptées aux situations tout en restant dans l'obscurité de la « semie conscience » ; c'est aussi taire des déterminations entraînées par la recherche « d'honneur social », comme le disait Max Weber ou, plus précisément, comme l'a montré Pierre. Bourdieu, les effets propres à un « capital symbolique » capable « d'arracher à l'insignifiance, comme absence d'importance et de sens »¹³. En somme l'économie néo-libérale repose sur un ensemble de présupposés qu'il faut admettre sans pouvoir les discuter. La comparaison avec le dogme vient vite à l'esprit. De là à penser l'économie néo-libérale comme une nouvelle sorte de religion il n'y a qu'un pas d'autant plus vite franchi que les discours sur l'économie néo-libérale ne se privent pas plus de traiter de la question de l'origine du mal, de la faute, que d'instituer un « Dieu » tout puissant, le Marché, tantôt arbitraire et imprévisible, tantôt juste et garant de l'ordre de la société.

Un tel système de croyances peut en effet être rapproché de la religion si on admet que le champ de la religion offre des modèles (des structures, des expériences, des cadres de pensée) qui ont, en leur temps, organisé l'économie et un certain ordre social et dont l'économie peut se servir aujourd'hui pour imposer sa manière de voir le monde et son ordre social. On pourra bien sur objecter que tout cela est le produit d'une sorte de ressentiment à l'encontre d'une discipline qui réussit. Il est certes fort possible que l'analyse critique de la prégnance accordée à l'économie soit une réaction à une perception d'une modification des structures sociales dans laquelle les champs culturels en général et le champ universitaire en particulier risquent bien de perdre leur autonomie. En somme certains agents, guidés par la logique de leur habitus, utiliseraient les armes intellectuelles dont ils disposent pour tenter de se prémunir contre une mise en cause de leur pouvoir symbolique. En critiquant les fondements du pouvoir de l'économie, les uns, avec les armes de la philosophie, les autres, avec les armes de la sociologie, réagiraient à la mise en cause de la position de leur groupe social. Mais je

¹¹ Cette manière de penser implique d'abord de minimiser si ce n'est d'ignorer la place et l'importance des conflits. Dans une société différenciée (horizontalement, distinguant des univers de pratiques sociales spécifiques) et hiérarchisée (verticalement, reposant sur des rapports de domination) les luttes pour s'emparer, contrôler, établir un monopole sur les différents enjeux que l'état de la structure des rapports des forces engendre ne peuvent être qu'intenses.

¹² Bourdieu P. *Les structures de l'économie*, Op. Cit., p.259.

¹³ Il est toujours curieux de voir des financiers ou des industriels, façonnés par des années de pratiques et de décisions économiques, de montages de sociétés, possédant au plus haut degré des connaissances, des aptitudes et surtout un sens pratique économique, pétris en somme par un habitus économique, revendiquer, dans des situations de crise, la parole donnée, l'honneur, la dignité et se comporter brusquement comme le « sauvage » pris dans un réseau d'offrandes ou comme le « paysan » sur le marché du village le plus « isolé » des circuits commerciaux internationaux. Comment en effet ne pas être surpris d'entendre des hommes d'affaire, à la tête de multiples sociétés financières et d'entreprises, qui ne peuvent pas ne pas connaître les pratiques capitalistes, se plaindre de « manquement à la parole donnée ». Que le cynisme puisse intervenir et qu'il soit désagréable de trouver plus malin que soi, ne suffit pas à expliquer les réactions. Tout se passe en effet comme si une sorte d'habitus social, sous jacent à un habitus économique construit en rupture avec les codifications des relations sociales fondées sur le capital symbolique, pouvait, dans des situations de crise, resurgir et rappeler que l'économie est aussi une pratique relevant ni plus ni moins que les autres « d'un arbitraire social ».

pense qu'il est possible d'aller un peu plus loin en pratiquant cette réflexivité¹⁴ dont Pierre Bourdieu a montré toute l'importance et de se demander si cette lucidité sur l'arbitraire de la primauté revendiquée par l'économie n'est pas, non seulement une défense d'un champ dominé contre un champ dominant, (partagée par nombre d'universitaires ce serait une réaction de défense d'agents dominant intellectuellement mais dominés économiquement), mais aussi une manifestation de la défense d'agents d'une institution, l'université, ayant le monopole d'un capital symbolique contre une autre instance, entrée déjà depuis un certain temps sur le marché « des conceptions du monde ». Une telle interprétation - que le sociologue peut sans doute examiner plus aisément que le théologien qui, même s'il se veut sociologue des religions, demeure plus attentif aux religions consacrées qu'aux manifestations concurrentielles qui ne se revendiquent pas comme inscrites dans l'univers des croyances religieuses- impliquerait que l'économie (et l'économie néo-libérale en particulier) fonctionne comme une quasi-religion visant à donner un « sens » à toutes les pratiques de l'existence. Cela n'a pas toujours été le cas du capitalisme - à lire Braudel on voit bien que l'emprise de l'économie n'a pas toujours existé, (elle demeure, durant longtemps, une pratique peu considérée soumise à d'autres pouvoirs symboliques), progressivement pourtant, avec le capitalisme, elle impose son *imperium* à un point tel que les idées du « Maître », (pour reprendre l'expression de Marx), deviennent l'idéologie dominante - pourtant aujourd'hui, avec le néo-libéralisme qui accompagne la globalisation, une nouvelle période et de nouvelles ambitions apparaissent au point de constituer ce qui pourrait bien devenir, si ce système peut se maintenir dans la durée, une quasi-religion civile qui se définirait comme matérialiste, ce qui d'une certaine façon règle la question débattue de savoir s'il s'agit d'immanence ou de transcendance. Avec Weber en effet je dirai qu'il n'y a paradoxe à associer les deux termes que pour ceux qui se dissimulent la réalité derrière « le voile théologique ». Comme le fait remarquer Isabelle Kalinowski¹⁵ - s'appuyant sur des analyses de Weber montrant que « *l'action à motivation religieuse ou magique est orientée vers l'ici-bas* », qu'« *obtenir des avantages extérieurs dans l'ici-bas est le contenu de toutes les prières* », que « *la pensée religieuse ou « magique » ne doit en aucun cas être dissociée du cercle des actions à finalité quotidienne* » - « *les religions ne cessent d'avoir pour premières finalités la satisfaction des besoins de l'ici-bas, la santé, le bonheur, la richesse, ou, à défaut de tels biens, la légitimation de leur absence* ».

Ainsi tout est fait pour que les entrepreneurs et les économistes célèbres, ces « grands hommes » « dotés d'une bonne conscience sans failles » (Max Weber) dont la presse économique se fait l'écho, disent sans cesse ce qu'est le Bien et le Mal. Le Bien exprime les dimensions positives et les actions efficaces d'une « *bonne marche du libéralisme* » et s'accompagne d'« *investissement* », de « *rentabilité* », de « *croissance* », d'« *équilibre* », de « *compétitivité* », de « *transparence* », d'« *intérêt* », de « *concurrence* », de « *valeur* », d'« *efficacité* », d'« *individu* », de « *productivité* », de « *régulation* », de « *capitalisme* », de

¹⁴ La réflexivité « entendue comme le travail par lequel la science sociale, se prenant elle-même comme objet, se sert de ses propres armes pour se comprendre et se contrôler [elle] est un moyen particulièrement efficace de renforcer les chances d'accéder à la vérité en renforçant les censures mutuelles et en fournissant les principes d'une critique technique, qui permet de contrôler plus attentivement les facteurs propres à biaiser la recherche ». P.Bourdieu, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

¹⁵ Kalinowski I., Introduction in Weber M. *Sociologie de la religion*, Paris, Flammarion, collection Champs, 2006, P.17. ; Traduction de l'allemand, introduction et notes par I. Kalinowski.

« chiffres », de « logique », de « profits », de « maîtrise des coûts », de « rationaliser », de « désendettement », d' « économie libéralisée ». Quant au Mal il se résume à une seule expression « *les entraves au libéralisme* » ou plus simplement à l'économie surtout si elles viennent de l'Etat, (mais pour la quasi-totalité des grands patrons Etat et entraves au libéralisme se confondent). Dès lors apparaissent comme des péchés l' « *impossibilité de concurrence* », « *le refus de prendre des risques* », « *la concurrence déloyale* », « *la mise sous la coupe de la puissance publique* », « *les fortes contraintes* », « *le secret* » et des pécheurs : les faillis et les chômeurs

Cette vision du monde s'adosse et entraîne de la part des entrepreneurs, des économistes, des experts des instances économiques et des dirigeants politiques d'autant plus prosélytes que récemment convertis au néo-libéralisme, un discours de légitimation de notions considérées comme essentielles au point de devenir des mots « sacrés »¹⁶. On pourrait dire que cette « théologie économique » présente l'« offre », la « demande », la « concurrence », la « transparence et la fluidité »...) comme dotées « *d'attributs qui les placent dans une position sublime par rapport au monde...* »¹⁷, ainsi que le disait Max Weber. La rencontre entre l'offre et la demande devrait se réaliser parfaitement dans cette *salle de vente aux enchères* qu'est la Bourse si, comme le répètent les entrepreneurs, des comportements irréflectés (de spéculateurs « irresponsables » ou de petits actionnaires « trop facilement inquiets ») ne venaient la perturber ; car ce bel équilibre est sans cesse mis en cause : des obstacles subsistent qui rendent la concurrence imparfaite ou même déloyale surtout lorsque des entreprises publiques soutenues par des fonds d'Etat entrent sur le marché. Aussi faut-il d'un côté renverser le système pour que s'établisse une « *concurrence pure* » et de l'autre faire en sorte que l'entreprise soit toujours « *performante* ». ¹⁸

La recherche de la performance peut d'ailleurs être considérée comme « l'idéal de vie » vers lequel chacun doit tendre. En effet l'entreprise ne produit que s'il y a une perspective de création de richesse et donc de profits : cela suppose des pratiques vertueuses comme « *investissement* », « *rentabilité* » « *maîtrise des coûts* », « *transparence* », en somme une sorte « d'ascèse active » « qui veut réformer rationnellement le monde »¹⁹. Dans ces conditions l'incitation à l'immoralité est souvent du côté des Etats, tant qu'ils demeurent dirigistes et bureaucratiques, qui bloquent très souvent cette évolution « *vers le progrès* » en percevant des impôts trop lourds sur les entreprises et en fixant des « charges » trop élevées ou en empêchant, avec le salaire minimum et un droit du travail « *trop rigide* », l'ajustement des prix de la main d'oeuvre sur le marché du travail. Il faut donc moins d'Etat et tendre vers la « *flexibilité* », conçue comme un impératif moral. D'ailleurs, ce péché majeur qu'est l'inflation n'est-il pas la conséquence obligée du « *non respect des lois du marché* ». En somme les manières proprement *libérales* de voir le monde ne peuvent trouver à s'imposer qu'autant qu'elles sont adossées à une croyance dans une rationalité économique transfigurée en Vérité indépendante de toutes déterminations autres que celles du calcul de l'intérêt individuel.

Mais l'anthropologie et les notions sacrées n'ont de sens qu'autant qu'au dessus de tout règne le Marché, qui est tantôt un dieu omnipotent qui agit perpétuellement à sa guise selon des mécanismes sans cesse en mouvement. (Adam Smith ne parlait-il pas d'une « main

¹⁶ Lebaron F., *la croyance économique ; les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.

¹⁷ Weber M. *Economie et Société*. Paris, Plon, 1977. p 535

¹⁸ Notons qu'en 2004 le souhait des chefs d'entreprises interrogés entre 1995 et 1999 est devenu une réalité puisque les mesures de « libéralisation » (qui suppriment le monopole du service public) sont appliquées à France Telecom, à EDF, à la Poste... Quant aux entreprises d'Etat elles ont, à cette date, quasiment toutes été privatisées. Les prises de position ont transformé le champ des positions.

¹⁹ Weber M. Parenthèse théorique : le refus religieux du monde, ses orientations et ses degrés ; *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 1986, N° 61/1, pp 7-34 ; traduit par Ph. Fritsch.

invisible », métaphore qui révèle le caractère inaccessible du marché). Ainsi, le commun des mortels ne peut rien contre lui : il doit seulement accepter les sacrifices demandés (en terme d'emplois par exemple), véritables offrandes sans contreparties. De cette dynamique inexorable du Marché relèvent également des forces secondaires comme la crise, la croissance, la conjoncture, l'inflation ou le déficit. Le Marché a entre ses *mains* le sort des hommes. Mais ce dieu peut aussi être bienveillant si on exécute ses volontés : il suffit d'ailleurs que le politique s'efface devant les mécanismes du marché pour « rétablir la confiance des marchés », « améliorer la situation financière » et « inciter les agents économiques à investir ». Pour faciliter une telle opération, la flexibilité apparaît comme la solution miracle puisqu'elle permettrait d'ajuster au mieux les effectifs salariés, de les rendre « plus souples » et de mieux dominer les coûts. En somme les hommes ont courroucé ce dieu en refusant de suivre ses lois mais il suffirait qu'ils renoncent à imposer « des entraves » aux « lois naturelles de l'économie » et au fonctionnement du marché, qu'ils cessent de vouloir un « traitement social » « des problèmes sociaux » pour que le dieu Marché redevienne bienveillant et permette un développement harmonieux²⁰. Le « Marché », seul, réalise l'harmonie des intérêts. Cette conception d'un marché auto régulateur est toujours énoncée comme un « mécanisme vertueux » puisque de cette confrontation des intérêts particuliers peut se dégager l'intérêt général. Mais j'arrêterai là cette réflexion sur cette conception d'un dieu tout puissant et d'une définition des « voies de salut » pour laquelle je ne suis pas le mieux armé pour évoquer l'organisation sociale qui soutient cette nouvelle croyance.

De fait tout montre qu'existent des instances dominantes chargées de dire la Vérité économique (Banque mondiale, FMI, Banque des règlements internationaux, Banque Européenne...), soutenues dans leur énonciation par des agents (faut-il parler de grands prêtres et de leurs servants) ayant en charge l'endoctrinement et le réarmement moral des populations. Pierre Bourdieu, après Max Weber et ses analyses des « besoins » des « couches sociales qui ont exercé l'influence la plus déterminante sur l'éthique pratique de la religion »²¹ a rappelé que « dans une société divisée en classes, la structure des systèmes de représentations et de pratiques religieuses propres aux différents groupes ou classes contribue à la perpétuation à la reproduction de l'ordre social... en contribuant à le consacrer » et cela parce qu'elle s'organise « par rapport à deux positions polaires » : l'une justifiant « les classes dominantes d'exister en tant que dominantes » et l'autre « tendant à imposer aux dominés une reconnaissance de la légitimité de la domination »²². Cette quasi-religion de l'économie se doit donc de résoudre des questions difficiles sur « le sens » que peut avoir la vie et le monde ici-bas, car, à la différence des religions qui se soucient de l'au-delà de la mort, la quasi-religion de l'économie ne se soucie du salut post mortem qu'en tant que prolongation (par l'héritage) et célébration (par une sociodicée des familles d'entrepreneurs) des activités matérielles. Construire une réponse à des questions sur les inégalités devient ainsi une des gageures auxquelles la prédication de l'économie est confrontée et qu'elle résout de façon identique tant les religions ayant « partie liée avec l'ordre naturel », ou plutôt avec l'ordre social qui se fait passer pour l'ordre naturel, sont

²⁰ En 2006 les mêmes expressions sont utilisées pour justifier les mesures gouvernementales de création du contrat nouvelle embauche, CNE, et du contrat pour l'emploi, CPE ; comme si, huit ans plus tard, les arguments des journalistes économiques étaient devenus les cadres de pensée des membres des gouvernements.

²¹ Weber M. L'éthique économique des religions mondiales, in *Sociologie des religions*, Op.Cit., P.333.

²² Bourdieu P., Genèse et structure du champ religieux, *Revue française de sociologie*, 1971, XII, N°3, pp 295-334.

profondément conservatrices : « *le sacré*, écrivait Max Weber, *est, spécifiquement, immuable* ²³ ». Les situations traitées par la presse économique le montrent on ne peut mieux.

La première traite de la réduction du temps de travail et montre assez bien comment les « prédicateurs » économiques disent ce qu'il faut en penser : tout commence avec les « *mutations importantes du monde du travail* » que connaît l'économie depuis 1973. L'automatisation, puis l'informatisation, le développement de l'activité des services, l'arrivée des femmes sur le marché du travail etc. n'ont fait que compliquer un peu plus les transformations déjà à l'œuvre. Dès lors syndicats et patronat devaient faire face à ces changements. Sachant que l'emploi constitue une des priorités, les prédicateurs rendent compte des négociations sur la réduction du temps de travail mais « *doutent* » que les trois parties (gouvernement, patronat, syndicats) puissent trouver un accord. De l'étude de cette bataille une conclusion s'impose : les syndicats en demandent toujours trop (sans cesse mécontents ils ne tiennent pas compte des difficultés que rencontre l'économie), alors que le patronat fait preuve d'une réelle volonté de résoudre tous les problèmes.

La seconde situation concerne le travail temporaire. La solution présentée est très manichéenne, d'un côté les entrepreneurs, toujours positifs, veulent aller de l'avant alors que d'un autre côté les salariés, toujours pessimistes, se placent dans une position défensive. Le travail flexible est toujours présenté comme une avancée sociale et économique alors que le terme de précarité que les syndicats lui associent est disqualifié. Pour y réussir les journalistes économiques manipulent le langage : en utilisant sans cesse le terme de « *temporaire* » moins connoté négativement que celui de *précaire*, en montrant ensuite que « *le travail temporaire est une solution acceptable pour les niveaux de qualification relativement bas* » qui, sans cela, ne trouveraient pas à s'employer, en soulignant enfin qu'il a souvent été délibérément *choisi* au détriment d'un travail à temps complet.

Si quelques dirigeants d'entreprises ou cadres supérieurs ressentent encore des troubles de conscience, la presse économique est là pour traiter leurs problèmes de « *cure d'âme* » comme le montre l'exemple du social. Si le « *social* » peut être présenté en termes vagues (dans les commentaires sur le chômage) ou réévalué à partir du point de vue de l'entreprise (dans une défense du travail temporaire) c'est que le contenu attribué à ce mot est toujours subordonné à l'économie. Rien n'en témoigne mieux que les commentaires des décisions politiques portant sur les mesures et institutions « *sociales* » prises par les gouvernements. Dans un premier temps, tout est ramené à la dimension financière (les expressions comme « *facture sociale* », « *coût social* » en sont caractéristique), ensuite vient le chiffrage, qui indique que les préoccupations sociales coûtent trop chers : « *régimes spéciaux : un enjeu de 48 milliards* ». Ensuite même si des affirmations, ici ou là, laissent entendre qu'il faut « *repenser la dimension sociale qui importe autant que les aspects économiques et financiers actuellement au cœur du débat* », il n'en demeure pas moins, comme le répète le journal, que « *la loi du marché* » fonctionne pleinement et que « *lorsque l'économie ne va pas bien les chefs d'entreprise n'embauchent pas* ». Donner la priorité au social « *effraye les marchés* », « *renforce la crise sociale française* », multiplie les « *conséquences négatives sur l'économie* » alors qu'une solution existe : que le politique s'efface devant les mécanismes du marché pour « *rétablir la confiance des marchés* », « *améliorer la situation financière* » et « *inciter les agents économiques à investir* ». Pour faciliter une telle opération, la flexibilité apparaît comme la solution miracle puisqu'elle permettrait d'ajuster au mieux les effectifs salariés, de les rendre « *plus souples* » et de mieux dominer les coûts.

En somme tout se passe comme si, ces discours de persuasion- reprenant à leur compte tous les registres disponibles (de l'argumentation à l'insinuation, de l'adhésion à la menace) et

²³ Weber M., *Economie et société*, Op. Cit. I. Kalinowski donne une autre traduction de la même phrase : « Le sacré est ce qui, spécifiquement, ne peut pas changer ».

toutes les figures de style efficaces (de la métaphore à la synecdoque en passant par l'euphémisation ou l'hyperbole²⁴), qui ont été inventés, en d'autres temps, par les institutions religieuses pour accroître l'efficacité de leur prédication et assurer leur domination symbolique cherchait à renforcer l'adhésion à un argumentaire qui oblige logiquement à accepter la nécessité des mécanismes de l'économie de marché et l'inéluctabilité des inégalités et, finalement, à croire que l'économie capitaliste est indépassable. Mais les nombreux porte-parole de cette croyance (économistes, journalistes économiques, professeurs d'économie, entrepreneurs, politiciens partisans du libéralisme...) ne se contentent pas de diffuser des informations économiques ils pratiquent aussi un travail d'inculcation, plus ou moins explicite, d'une conception des rapports sociaux contribuant ainsi à légitimer une vision du monde. En consacrant des « grands hommes », les dirigeants de l'économie, en structurant la présentation de leurs hauts faits ils contribuent d'une certaine façon à séparer ceux qui se rapprochent du sacré (les entrepreneurs) de l'ensemble de ceux qui restent dans la vie profane et ainsi à mettre en place une forme de domination symbolique. Mais cela n'étonnera pas ceux qui savent que Weber a montré depuis longtemps que les caractéristiques d'une religion correspondaient toujours aux « intérêts » d'un groupe social.

Reste qu'une religion n'existe qu'autant que fonctionne aussi une organisation avec ses grands prêtres, ses temples, ses conciles et synodes, ses servants, ses théologiens, son bas clergé, ses élus et ses damnés. Il faudrait développer l'analyse des institutions économiques internationales (Banque Mondiale, FMI, Banque Européenne...), des institutions financières dominantes (Wall Street, la City, la Bourse...), de la presse économique dominante (le Wall Street Journal...) pour montrer comment ces instances fonctionnent comme des centres qui non seulement agissent au mieux de leurs intérêts mais aussi comme énonciateurs de la « Vérité » du monde social toujours prêts à prononcer le bannissement et l'excommunication de ceux qui ne se plieraient pas à leur volonté. Comme je n'ai pas le temps ici de reprendre chacun de ces points je me contenterai d'évoquer comment s'élabore et se renforce cette vision du monde et comment se construit un système d' « élus » et de « réprouvés ».

Dans l'ensemble des colloques, séminaires et réunions qui rassemblent les élites du capitalisme, la réunion du World Economic Forum qui se tient traditionnellement à Davos²⁵ est un bon exemple de ces situations synodales où s'élabore une vision commune adaptée aux problèmes rencontrés. Comme des syndicalistes, des intellectuels médiatiques, des agents politiques se rendent aussi à Davos tout se passe comme si le colloque accumulait du prestige avec des orateurs prestigieux²⁶. A entendre répéter dans le même lieu, par tant d'autorités, les

²⁴ Fontanier P. *Les figures du discours*, Paris, Flammarion, 1968.

²⁵ Avant la Deuxième Guerre Mondiale des rencontres d'intellectuels se déroulaient déjà à Davos :Heidegger et Cassirer par exemple s'y sont opposés violemment .

²⁶ En 1996, à Davos, Lawrence Summers, le sous-secrétaire d'Etat du Trésor étasunien, chantait les mérites de la macro - économie qui seule pourrait permettre de dégager les orientations nécessaires pour combattre l'inflation et le déficit budgétaire ; J-C Trichet, gouverneur de la Banque de France, voulait convaincre de « flexibiliser » un marché du travail trop rigide et de « détendre les filets trop serrés de la sécurité sociale » ; H. Tietmeyer, le gouverneur de la Banque d'Allemagne trouvait de son côté que les salaires étaient trop élevés, que les heures consacrées au travail étaient trop courtes et que les régimes sociaux, trop généreux, désincitaient à travailler ; Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise

mérites de l'économie, comment des patrons, des syndicalistes et des agents politico étatiques déjà à moitié convaincus, ne pourraient-ils pas se reconnaître dans les perspectives et les finalités qui leur sont proposées ? L'accumulation de tant de signes de puissance se révèle d'un rendement élevé parce que « même si les producteurs de croyance économique sont séparés par ce que l'on réduit parfois à des « idéologies » opposées (néolibéralisme, keynésianisme, socialisme, marxisme, etc.), ils participent tous à un même univers et tentent d'y imposer leurs propres croyances économiques : pris dans une lutte pour l'imposition de croyances économiques particulières, ils contribuent tous inconsciemment à faire reconnaître la légitimité de la croyance économique »²⁷.

Mais il ne suffit pas d'élaborer une manière de penser le monde encore faut-il qu'elle se réalise dans la personne d'« élus » qui peuvent être proposés comme figures exemplaires de cette « conduite de vie » qu'exige la religion. Ce héros qu'est « l'entrepreneur », pour surmonter les aléas d'un marché dont la rationalité certaine n'apparaît pas de prime abord au commun des mortels, met en place des stratégies et, pour ce faire, met en oeuvre les capacités, compétences et dispositions secrètes qu'il possède. Ainsi se construit un personnage idéal-typique représentatif du modèle de réussite dans l'univers économique : il est passé par toutes les étapes de son métier de façon extrêmement rapide, il possède des capacités exceptionnelles à s'intégrer et à s'imposer, il a enfin un côté aventurier qui le rend capable de se jeter dans des projets, tête baissée, même si la réussite de ces derniers n'est en rien assurée par avance tant il croit dans la « Vérité » qu'il poursuit. Comme tous les héros-j'hésite quand même à parler de saints bien que des travaux récents²⁸ me conduisent à penser que la différence n'est pas aussi importante qu'une conception trop idéalisée du sacré le laisserait croire- il n'hésite jamais à se porter au secours des plus faibles et à venir à la rescousse des entreprises en difficultés. Après avoir fait preuve du « *talent de dirigeant et de négociateur* », il est souvent « *appelé au chevet* » des sociétés qui traversent des passages difficiles. Il a alors pour lourde tâche de sortir cette dernière d'une crise qui pourrait devenir « *mortelle* ». Leurs qualités de stratège, de visionnaire et de gestionnaire, font que ces élus du Marché arrivent toujours à éviter le dépôt de bilan, et qu'ils parviennent à hisser l'entreprise au plus haut niveau de son histoire, jusqu'aux premières places de sa catégorie. En ce sens, ce sont des sauveurs. Pourtant ce héros accaparé par de lourdes tâches professionnelles demeure « *humain* » ce dont témoigne le temps qu'il consacre à sa famille et sa capacité « *à prendre sur son temps personnel* » pour apporter son aide à des associations caritatives qui en éprouvent le besoin. Pour mettre en avant les qualités de l'entrepreneur libéral, les journalistes emploient couramment des adjectifs laudatifs et des adverbes mélioratifs²⁹. Ainsi le personnage est pratiquement un homme parfait : anticonformiste quand il le faut, déterminé, patient, courageux, intelligent, sociable, attentif, apprécié de son entourage, près de sa famille... il paraît être dépourvu de toute faiblesse. Les difficultés qu'ils rencontrent ne dépendent jamais de sa personnalité mais de la conjoncture, économique, des variations du

des Eaux, comme David De Pury, PDG de A.B.B. Suisse, et Helmut O. Maucher, PDG de Nestlé, affirmaient « convaincre les gens que la mondialisation était une grande chance pour l'emploi »

²⁷ Lebaron F., *La croyance économique ; les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, collection Liber, 2000, P.154.

²⁸ Barthélémy D., *Chevaliers et miracles ; la violence et le sacré dans la société féodale*, Paris, Armand Colin, 2004.

²⁹ Les fréquences des qualificatifs utilisés sont particulièrement significatives de cette caractérologie : « *déterminé* » vient en tête (25 citations) suivi par « *serein* », « *confiant* » (21), « *admiré* » (17), « *actif* », « *efficace* » (16), « *sauveur* » (13), « *précurseur* », « *innovateur* », « *créatif* » (12), « *atypique* », « *anticonformiste marginal* » (12), « *expérimenté* » (10), « *un exemple* » (8), « *lucide* », « *réaliste* », « *rude* » (7), « *à l'écoute* », « *ouvert* » (7), « *jaloué* », « *envié* » (5), « *défenseur* », « *protecteur* », « *ange gardien* » (4)

marché. Quand il lui arrive de faire un faux pas, il assume ses erreurs et se rattrape par des initiatives couronnées de succès. Ces personnages concentrent sur eux-mêmes la plus grande capacité et la plus grande compétence à traiter les difficultés et même les crises économiques ; ils détiennent au plus haut degré le monopole du pouvoir sur l'économie obligeant ainsi les profanes, qui ne peuvent que les admirer, à reconnaître leur incapacité et leur incompetence donc à « méconnaître l'arbitraire de la monopolisation d'un pouvoir et d'une compétence (pourtant) accessible au premier venu »³⁰. En ce sens les prédicateurs et théologiens de l'économie réussissent ce tour de magie sociale qui consiste à faire croire que ce sont les qualités exceptionnelles de ces entrepreneurs qui en ont fait de grands hommes alors que l'analyse montre que c'est leur situation sociale de dominant du champ économique qui conduit à leur attribuer tant de qualités.

Faut-il ajouter que l'univers économique crée « la statue » du dirigeant d'entreprise comme, à d'autres époques on a créé la statue des saints. La représentation (photographies, films, romans, autobiographies, hagiographies) des entrepreneurs continue une manière traditionnelle de montrer les « grands hommes » qui, soit en ne s'écartant guère des canons esthétiques les plus consensuels, soit même en les endossant explicitement, contribue aussi à la perpétuation de l'ordre social³¹. Tout se passe donc comme si les journalistes économiques avaient le pouvoir de porter à la connaissance de tous les qualités exceptionnelles, le charisme en quelque sorte, des héros triomphateurs des luttes économiques. Photographiés, filmés, décrits comme des porteurs de puissance, les « grands patrons », voient leur notoriété augmenter, leur capital symbolique s'accroître. Ils deviennent ainsi des « grands », physiquement (comme l'ont montré les études de psychologie sociale expérimentale dans lesquelles les sujets surestiment toujours la taille des individus placés en position d'autorité) et symboliquement (l'agrandissement symbolique³² des uns entraîne l'abaissement des autres). Cette consécration masque complètement les stratégies d'imposition et de manipulation des représentations et permet de croire dans les idéaux et les théories économiques qu'ils diffusent. Ces héros deviennent l'idéologie libérale réalisée, « faite homme » : leurs intentions et leur volonté, leurs décisions et leurs actions leur donnent le pouvoir de transformer le monde et justifient d'autant plus le culte de l'individu-entrepreneur qu'en face d'eux existent les « réprouvés » de l'économie : faillis et surendettés déçus³³. Cette partition qui permet de célébrer les mérites quotidiens du capitalisme d'une part et de stigmatiser les « perdants » d'autre part a surtout pour effet de renforcer (en jouant de la séduction et de la menace) la croyance des membres de la petite et moyenne bourgeoisie dans les vertus de l'économie et de les réarmer moralement : comme l'écrivait Weber « *l'homme heureux se contente rarement du fait d'être heureux ; il éprouve de surcroît le besoin d'y*

³⁰ Bourdieu P. Genèse et structure du champ religieux. Op. Cit. p.322

³¹ Agulhon M. Propos sur l'allégorie politique. *Actes Recherche Sciences Sociales*, 1979, N°20, pp 27-32.

³² On sait que les hommes grands ont, toutes conditions égales par ailleurs, plus de chance d'être promu dans des postes de responsabilité. Voir Herpin N. La taille des hommes : son incidence sur la vie en couple et la carrière professionnelle, *Economie et Statistique*, 2003, N° 361, pp71-90.

³³ Le surendettement est partout présenté comme déchéance de cette religion économique. Que cette situation ait été le résultat d'une suite de péchés explique qu'elle soit très souvent vécue comme stigmatisante et s'accompagne de culpabilité. Elle est d'autant plus mal ressentie que les relations avec les agents des organismes financiers deviennent bien souvent mauvaises. Considérés comme les gardiens de l'argent et de la morale de la bonne gestion leurs remarques ont souvent un effet très pénalisant : en somme nombre de surendettés ressentent une sorte de mauvaise conscience de ne pas bien savoir, ou de ne pas pouvoir, gérer leur argent, et craignent que leur incapacité ne soit révélée aux autres qui, eux, sachant sans doute mettre en pratique une gestion idéale que le surendetté ne peut atteindre, pourraient les juger et les critiquer.

avoir droit. Il veut aussi être convaincu qu'il "mérite" son bonheur, et surtout qu'il le mérite par comparaison avec d'autres. Et il veut également pouvoir croire qu'en ne possédant pas le même bonheur, le moins fortuné n'a que ce qu'il mérite »³⁴.

Ainsi cette quasi religion de l'économie contribue au renforcement de l'adhésion à l'ordre établi et se montre à même de résister à toute connaissance critique. Progressivement, au fur et à mesure qu'elle instaure les conditions sociales permettant la généralisation de la flexibilité salariale, elle se montre à même d'institutionnaliser un système de représentations propre à promouvoir « la société d'individus » nécessaire à la pérennité de son pouvoir. « *Ce qu'elle offre, [dès lors] ce n'est pas un savoir intellectuel ultime portant sur la réalité, ou sur les valeurs normatives, mais une prise de position définitive par rapport au monde en vertu d'une saisie immédiate de son sens »³⁵.*

³⁴ Weber M., *Sociologie des religions*, Op. Cit. P.337.

³⁵ Weber M. *Parenthèse théorique*, Op. Cit. P.28.